

Evacuation imminente d'un campement de Roms à Paris

La Préfecture a ordonné l'expulsion de 400 personnes



À deux pas de la porte de Clignancourt, dans le 18^e arrondissement de Paris, des dizaines de cabanes faites de brique et de broc s'enchaînent en rang d'oignons sur plus d'une centaine de mètres le long de l'ancienne voie ferrée de la petite couronne. Les toits sont jonchés de carcasses de bicyclettes et une épaisse fumée s'échappe des quelques cheminées de fortune.

Une vision que ne tolère plus la Préfecture de police, qui a finalement ordonné l'expulsion du bidonville et de ses habitants, quatre cents Roms installés depuis le mois de juin 2015. Une manifestation pour protester contre l'évacuation du camp devait avoir lieu lundi matin.

" Mise à l'abri "

A la mairie, on préfère parler de " mise à l'abri " pour nommer ce qui attend les habitants de ce bidonville. Elle partage en effet l'avis de la Préfecture : le bois, omniprésent dans la construction des abris, expose les familles au danger d'un incendie. Un argument peu convaincant pour les travailleurs sociaux : " A chaque fois, on nous dit la même chose : "C'est très dommage d'expulser des gens mais, en même temps, on ne peut pas les laisser dans un endroit dangereux." Ce qui revient à les expulser quand même, dénonce Nicolas Clément, du Secours catholique, qui plaide pour un report de l'évacuation. Certaines personnes sont malades, et la majorité ne bénéficie pas de l'aide médicale de l'Etat - AME - . Ça fait deux mois que nous nous occupons de la domiciliation des personnes - avec le concours de l'association Solidarité Jean Merlin - . Et l'AME, quand ça marche bien, il faut attendre trois mois ! Si on les expulse maintenant, on va les paumer. "

Même son de cloche chez sa collègue Nathalie Jantet, qui enjoint aux pouvoirs publics de respecter la trêve hivernale, voire de procéder au démantèlement à l'issue de l'année scolaire. " C'est très violent de devoir bouger tout le temps. La scolarisation des enfants a pris beaucoup de temps, maintenant ils commencent à aller à l'école ; laissez-nous quelques mois ! ", lance-t-elle. Un argument que refuse d'entendre la Mairie qui promet que des solutions d'hébergement seront proposées à chacun, " avec une attention particulière pour les familles dont les enfants sont scolarisés dans le 18^e ", soit entre soixante-dix et quatre-vingts personnes selon la Mairie. Elles seront logées près de leur école. Les autres seront disséminés dans d'autres centres et hôtels. En outre, la Mairie fait une distinction entre ceux qui, d'après elle, ne cherchent pas à obtenir une solution pérenne et auraient d'ores et déjà annoncé leur intention de retourner dans la rue. Et ceux qui sont davantage enclins à " organiser un projet de vie réel ". Comprendre : scolariser ses enfants, habiter un logement en dur.

Deux semaines plus tôt, Les Bâisseurs de cabanes, association issue du bidonville et soutenue par le collectif Rom Paris, avait soumis à la Mairie un projet de maisonnettes démontables. Répondant à un appel d'offres européen, ses membres avaient sollicité le concours financier de la Ville et cherchaient un terrain où s'installer. La mairie du 18^e ne serait pas contre une " expérimentation à petite échelle ". Pour soutenir le travail des associations, une centaine de personnes seraient accueillies en centre d'hébergement et à l'hôtel pendant quelques mois. Le temps qu'ils trouvent une place dans un " vrai logement ".

Loup Espargilière

© Le Monde

Volé, renvoyé et sans défense,...

Parlementaires, rejetez ce texte au nom...